



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

personnel

Question écrite n° 27699

Texte de la question

M. Philippe Plisson appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les drames familiaux engendrés par les nombreux suicides qui touchent la police nationale. Le fait n'est pas nouveau, mais depuis quelques années la police détient le triste record des suicides par rapport à l'ensemble de la population, plus 36 %. Certes des mesures ont été mises en place récemment pour endiguer cette longue liste mais il semblerait qu'elles ne traitent que les effets du problème sans s'attacher aux causes profondes et notamment au grave malaise qui règne au sein de l'institution. Aussi, il lui demande si le Gouvernement entend mettre en place de nouvelles procédures pour lutter contre ce fléau qui continue de décimer des familles.

Texte de la réponse

Au sein de la police nationale, la moyenne des suicides déplorés au cours des cinq dernières années est de 42 par an. Le suicide par arme de service est le plus fréquent (55 % de l'ensemble des suicides). En 2011 et 2012, années au cours desquelles une étude spécifique a été effectuée, respectivement 10 % et 20 % des suicides ont été commis sur le lieu de travail (dont le véhicule de service). Il n'est pas observé de surreprésentation de jeunes policiers dans ces drames, puisque la tranche d'âge la plus concernée est celle des 40-44 ans. S'il est établi que les causes sont majoritairement d'ordre privé, la difficulté du métier de policier ne peut être niée dans les facteurs déclenchant le passage à l'acte. Le suicide au sein de la police nationale est une préoccupation majeure du ministère de l'intérieur qui conduit depuis plusieurs années une politique volontariste. Le ministère dispose depuis 1996 d'un service de soutien psychologique opérationnel (SSPO) composé, sous l'autorité d'une psychologue, clinicienne de formation, de soixante psychologues cliniciens répartis sur l'ensemble du territoire. Ces professionnels sont chargés de répondre aux demandes d'assistance psychologique des fonctionnaires de police et des interventions urgentes à la suite d'événements traumatiques. Ils assurent une écoute, un soutien et un accompagnement des policiers en difficulté, organisent des permanences et des séances d'information. Des actions de prévention sont également menées, notamment avec des groupes de parole. Depuis la mise en oeuvre de ce dispositif de prévention, le nombre de suicides, même s'il reste humainement toujours trop élevé, a régressé dans la police nationale, passant de 70 par an dans les années 1990 à moins de 50 par an. A la suite d'une réunion extraordinaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sur le sujet en 2008, l'effort de prévention a été renforcé. Le directeur général de la police nationale a adressé le 22 décembre 2009 une instruction aux directeurs et chefs de service de police, les invitant à intensifier la mobilisation de tous les acteurs (agents et hiérarchie) pour mieux détecter les situations de vulnérabilité pouvant mener dans certains cas au suicide, et à renforcer l'indispensable attention qui doit leur être apportée. Par ailleurs, un rapport d'étude épidémiologique sur le suicide au sein des services de police, remis en juin 2010 par l'institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), a préconisé une coordination renforcée de l'ensemble des réseaux institutionnels de professionnels de soutien (médecins de prévention, assistants de service social, psychologues...). Des mesures allant en ce sens ont été prises. Le ministre de l'intérieur, pour qui ce phénomène constitue une préoccupation constante, a demandé dès septembre 2012 au directeur général de la police nationale de renforcer le dispositif de prévention. A la suite d'une instruction du 13 novembre 2012 du

directeur général de la police nationale, des pôles de vigilance suicide sont ainsi progressivement institués depuis le 1er janvier 2013 au sein de chaque département dans les services territoriaux de la police nationale. Sous l'égide du médecin de prévention, ils réunissent les professionnels de soutien pour la mise en oeuvre d'une prévention coordonnée et anticipée. Le service de soutien psychologique opérationnel (SSPO) va en outre être renforcé par un médecin expert et doté d'un numéro vert. Il va également prochainement faire l'objet d'une évaluation par un collège d'inspections. Il doit également être souligné que, dans le cadre de la cartographie des risques du ministère de l'intérieur, les services d'inspection (inspection générale de l'administration, inspection générale de la police nationale, inspection générale de la gendarmerie nationale) ont rendu en janvier 2013 un rapport d'audit sur la prévention du suicide au sein des personnels des forces de police et de gendarmerie, dont les préconisations seront mises en oeuvre dans les mois qui viennent. Les services de formation prennent également davantage en compte la prévention du suicide, aussi bien au stade du recrutement que des stages proposés à l'encadrement (santé et sécurité au travail, prévention des risques psycho-sociaux - RPS). Les écoles de formation initiale des cadres de la police nationale ont ainsi intégré des modules spécifiques de formation au management en sécurité et santé au travail, centrés sur le stress, les RPS et le suicide. Cette mesure est entrée en vigueur dans la scolarité en 2012.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Plisson](#)

Circonscription : Gironde (11^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 27699

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 mai 2013](#), page 5442

Réponse publiée au JO le : [27 août 2013](#), page 9095